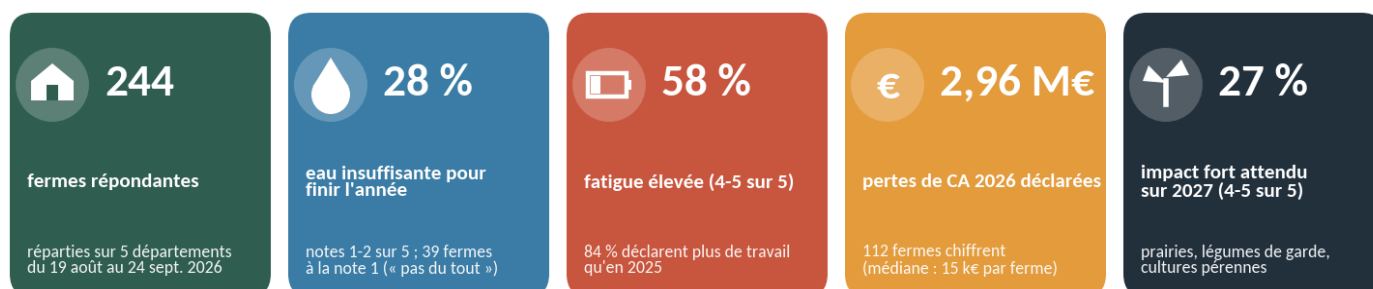


NOTE DE SYNTHÈSE · 28 SEPTEMBRE 2026

Sécheresse et canicule 2026 : l'état des lieux des fermes bio en Pays de la Loire

Enquête CAB · GAB · CIVAM Bio auprès de 244 fermes de Loire-Atlantique, Maine-et-Loire, Mayenne, Sarthe et Vendée

En un mot. L'été 2026 laisse les fermes bio des Pays de la Loire sous tension sur trois fronts : l'**eau** (volumes et arrêts), la **production 2027** (prairies, légumes de garde, cultures pérennes) et les **personnes** (fatigue, surcharge de travail). Les besoins sont d'abord financiers, mais aussi techniques, administratifs et humains. Les réponses proposées ci-après sont **déclinées par département**.



Contexte et méthode

Le questionnaire, ouvert du 19 août au 24 septembre 2026, a recueilli **244 réponses** (Vendée 67, Mayenne 59, Sarthe 50, Loire-Atlantique 37, Maine-et-Loire 31). Les fermes sont surtout en maraîchage (52 % des répondants), élevage (41 %) et grandes cultures (20 %), avec des cultures pérennes (18 %) : plusieurs productions par ferme sont possibles. Les notes de 1 à 5 sont lues par tranches (« 4-5 » = fort, « 1-2 » = faible) et les réponses libres ont été codées par grands thèmes.

Cinq constats clés

- **L'eau est le premier goulet.** 68 % des fermes ont un besoin en eau fort (4-5) ; 28 % jugent leurs ressources insuffisantes pour finir l'année, d'abord par manque de **volumes** (59 % des explications) puis à cause des **arrêts sécheresse** (32 %).
- **Le matériel n'est plus adapté pas.** 30 % des fermes irriguées estiment leur équipement insuffisant ; le **budget** est le premier frein (61 %), devant l'absence d'automatisation (41 %).
- **2027 est déjà hypothéquée.** Prairies à ressemer et stocks fourragers entamés, légumes d'hiver et de conservation perdus ou de petit calibre, pertes de pérennes (petits fruits, fruitiers, haies, vivaces).
- **Les animaux et les bâtiments sont éprouvés.** 53 % des éleveurs répondants jugent que leurs animaux ont beaucoup souffert (4-5) ; 33 % des bâtiments sont inadaptés à la canicule (ventilation, isolation, abreuvement, ombre).
- **La charge humaine est lourde.** 58 % se disent très fatigués, 84 % ont plus de travail qu'en 2025, 78 % demandent une aide (financière 56 %, technique 33 %, morale 24 %).

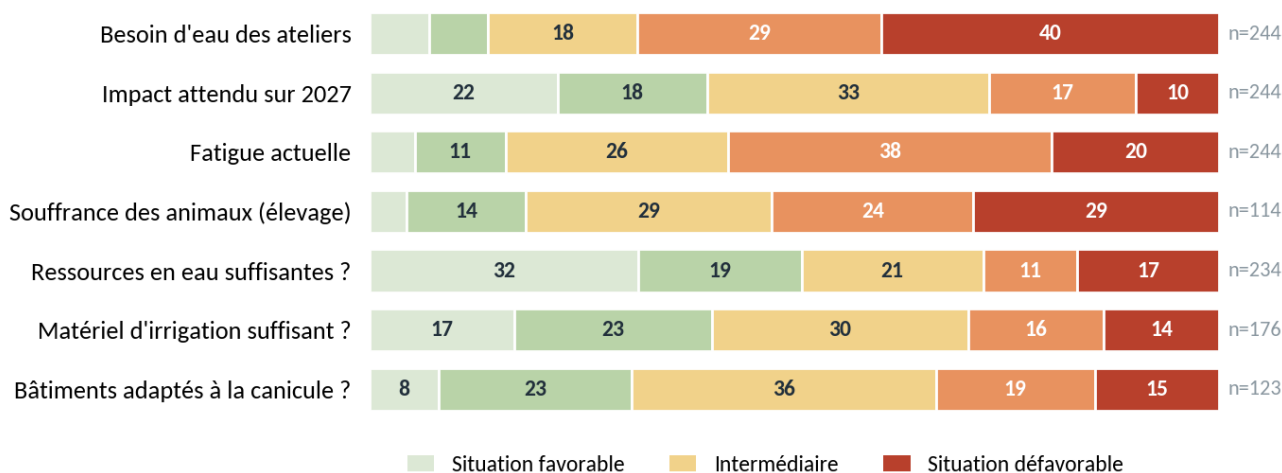


Figure 1 – Répartition des réponses aux questions notées de 1 à 5 (en % des répondants à chaque question). Chaque échelle est orientée de la situation la plus favorable à la plus défavorable.

1. L'eau : des ressources et un matériel sous pression

Les ressources en eau reposent sur les forages et puits (49 % des fermes) et sur le réseau (38 %) ; 30 % disposent d'une réserve de surface, exposée à l'évaporation (étangs vides, marais et rivières à sec). 7 % n'ont **aucune ressource propre**. Quand elles sont insuffisantes, les fermes évoquent le volume disponible, les restrictions des arrêtés sécheresse, ou un accès compliqué (puits qui tarit, forage déclaré « domestique » limité à 1 000 m³).

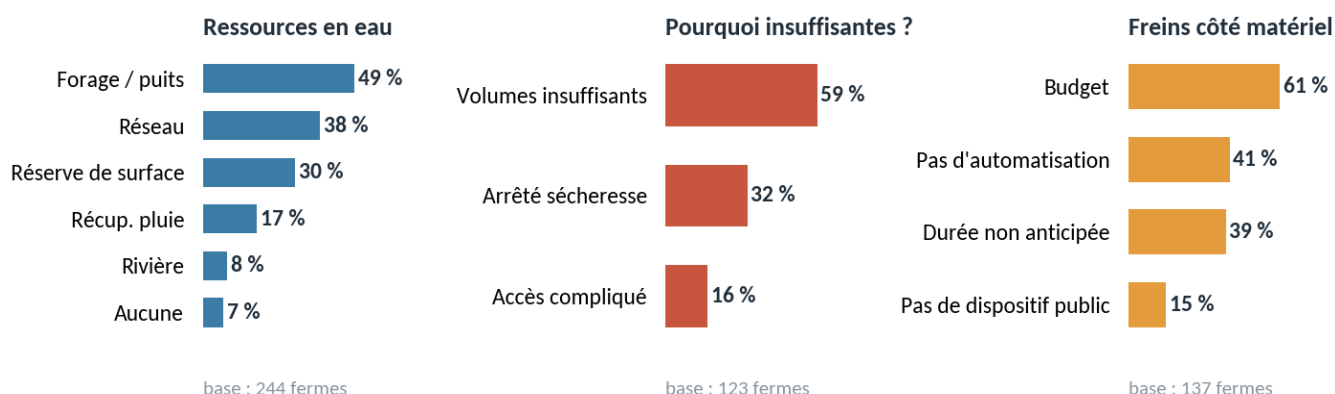


Figure 2 – Ressources en eau, causes d'insuffisance et freins côté matériel (en % des fermes ayant répondu ; plusieurs réponses possibles).

2. Productions : prairies, légumes de garde et pérennes

Les réponses libres décrivent un choc qui se prolonge en 2027. En **élevage**, prairies détruites ou dégradées, remis à prévoir, stocks fourragers négatifs, achats de fourrage et décapitalisation possible. En **maraîchage**, les légumes d'hiver plantés cet été (choux, poireaux, carottes, pommes de terre) sont perdus ou de petit calibre : le chiffre d'affaires du premier trimestre 2027 est exposé, sans qu'une indemnisation « année civile » puisse le capter. Les **cultures pérennes** (framboisiers, myrtilliers, fruitiers, haies, arbustes) sont touchées durablement : une ferme de thé annonce plus de 85 % de plants perdus, une autre évoque l'arrêt de son activité.

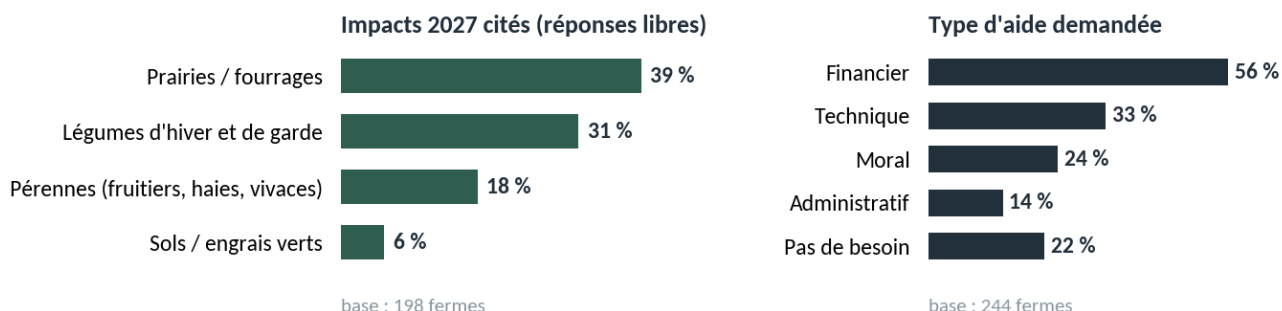


Figure 3 – Impacts sur 2027 cités dans les réponses libres (base : 198 fermes) et nature de l'aide demandée (base : 244).

3. Le facteur humain : une fatigue qui s'installe

58 % des répondants se disent très fatigués (4-5 sur 5) et la fatigue croît avec le surcroît de travail : de 3,0 en moyenne sans surcroît à 4,4 au-delà de +50 %. 23 fermes signalent davantage d'arrêts de travail. Les commentaires décrivent des cultures à refaire deux fois pour un rendement divisé par deux, un travail manuel sous la chaleur et une trésorerie qui inquiète (MSA, achats de fourrage et de semences).

78 % demandent une aide : financière (56 %), technique (33 %), morale (24 %), administrative (14 %). Dix fermes demandent à être rappelées par leur GAB ou un collègue, et 61 se proposent pour témoigner de leurs pratiques d'adaptation.

Plusieurs répondants jugent mal venus les contrôles PAC et MSA survenus en pleine canicule.

Fatigue moyenne (1-5) selon le surcroît de travail vs 2025

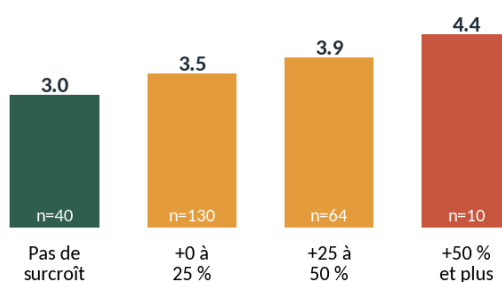
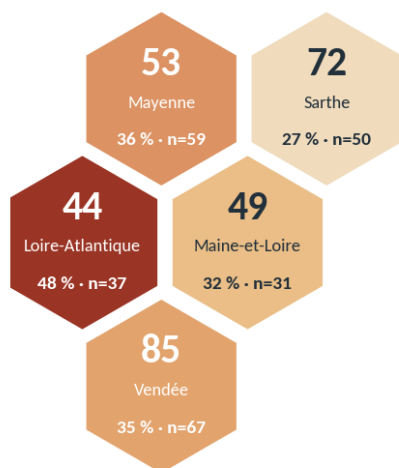


Figure 4 – La fatigue augmente avec le surcroît de travail (n=244).

4. Lecture par département : des situations contrastées

Indice de tension (carte schématique)



% de réponses défavorables, par département

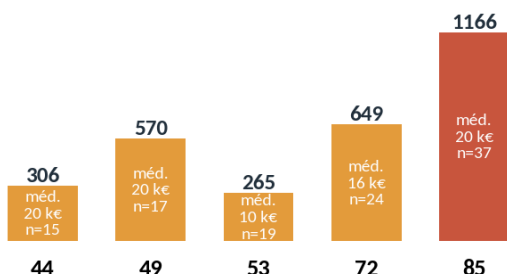
	44	49	53	72	85
Impact 2027 fort	49	13	24	16	33
Eau insuffisante	33	36	29	9	33
Matériel insuffisant	36	19	40	29	22
Animaux éprouvés	46	50	59	52	51
Bâtiments inadaptés	53	20	32	30	33
Fatigue élevée	76	61	52	56	52
Arrêts en hausse	15	14	14	2	12
Aide financière	65	58	58	44	58

Moyenne de 4 indicateurs défavorables : impact 2027, eau, matériel d'irrigation, fatigue (lignes 1, 2, 3 et 6 de la heatmap).

Figure 5 – À gauche, indice de tension synthétique par département (carte schématique) ; à droite, part de réponses défavorables sur huit indicateurs. Plus la case est foncée, plus la situation est dégradée.

44	Loire-Atlantique 37 fermes (15 %) · maraîchage 51 %, pérennes 24 %, élevage 30 %	Le département le plus éprouvé humainement. Fatigue la plus élevée (76 % à 4-5), impact 2027 fort pour 49 %, bâtiments inadaptés pour 53 %, besoins moraux (40 %) et administratifs (30 %) les plus marqués, et le plus de demandes de rappel (5). Pertes de pérennes citées par 30 % des fermes.
49	Maine-et-Loire 31 fermes (13 %) · maraîchage 77 %, pérennes 32 %	L'eau y est la plus tendue en proportion. 36 % jugent leurs ressources insuffisantes (record), 84 % demandent une aide, fatigue élevée pour 61 % et arrêts de travail en hausse pour 14 %. Pertes lourdes en petits fruits et fruitiers (jusqu'à 100 % des framboisiers pour une ferme), champignons pénalisés par la chaleur.
53	Mayenne 59 fermes (24 %) · élevage 42 %, maraîchage 56 %	Le département où élevage et arrêts se cumulent. Animaux très éprouvés (59 %), matériel d'irrigation insuffisant (40 %, record), arrêts sécheresse cités 12 fois (record), prairies et fourrages cités par 39 % des fermes, surcroît de travail pour 93 %. Le chiffre d'affaires perdu médian déclaré est le plus bas (10 k€) : peu de marges pour absorber.
72	Sarthe 50 fermes (20 %) · grandes cultures 26 %, élevage 40 %, maraîchage 36 %	Le moins tendu, sans être épargné. Eau insuffisante pour seulement 9 % et arrêts de travail rares (2 %), mais 18 % n'ont aucune ressource propre, la moitié des éleveurs (52 %) voient leurs animaux très éprouvés et 24 fermes chiffrent 649 k€ de pertes. Besoin d'aide financière plus faible (44 %).
85	Vendée 67 fermes (27 %) · élevage 52 %, grandes cultures 24 %, maraîchage 49 %	Le poids de l'élevage herbager. Manque de volumes d'eau le plus cité (27 mentions), prairies concernées dans 46 % des fermes, pertes cumulées de 1,17 M€ (37 fermes), un tiers attend un fort impact en 2027. Le matériel d'irrigation est le mieux perçu (3,5 sur 5). Marais et étangs à sec.

Pertes de CA 2026 déclarées (cumul en k€, fermes ayant chiffré)



Un impact économique déjà visible, mais sous-estimé.

112 fermes (46 %) ont chiffré leur perte de chiffre d'affaires 2026 : **2,96 M€ cumulés**, médiane de 15 k€, moyenne de 26 k€ (tirée par quelques pertes supérieures à 80 k€). La Vendée concentre 39 % du cumul pour 33 % des chiffrages.

Beaucoup n'ont pas pu chiffrer : la saison n'est pas finie et les légumes d'hiver, les prairies et les pérennes pèseront sur l'hiver 2026-27. Ces montants sont donc un **plancher**, à ne pas extrapoler à l'ensemble du réseau.

Figure 6 – Pertes de CA 2026 déclarées par département (k€).

5. Réponses proposées, département par département

Dép.	Priorité	Réponses proposées
44	Soutenir les personnes et remettre à niveau bâtiments et pérennes	- Cellule d'écoute et de rappel systématique, appui administratif à distance (dossiers d'aide, régularisation des forages), solutions de remplacement ponctuel. - Adapter les bâtiments : ventilation, isolation, ombrage, haies et arbres dans les parcours. - Replanter les pérennes (petits fruits, vivaces, arbustes) avec une indemnisation qui ne se base pas sur le chiffre d'affaires de l'année précédente.
49	Sécuriser l'eau des cultures maraîchères et fruitières	- Stockage d'eau d'hiver : démarche simplifiée et aide aux petites réserves ; appui régularisation des prélèvements. - Équipement des maraîchers et fruiticulteurs : goutte-à-goutte, programmeurs, paillage, filets d'ombrage, avec conseil technique collectif. - Plan de repli pour vergers et petits fruits (choix variétaux, ombrage) et allègement de la charge de travail (arrêts en hausse).
53	Sécuriser fourrages et animaux, clarifier les arrêtés	- Fonds d'urgence fourrage : prise en charge du transport, mise en relation offre-demande, dérogation d'achat de fourrage non bio prolongée en 2027, aide au resemis des prairies. - Abreuvement automatique, ombre, haies et ventilation des bâtiments d'élevage, avec chiffrage par ferme. - Dialogue arrêtés sécheresse : dérogations lisibles et prioritaires pour les cultures alimentaires ; trésorerie (report MSA, avances).
72	Anticiper et assurer : consolider une situation encore maîtrisée	- Sécuriser les fermes sans ressource propre : raccordement, réserves collectives ou mutualisées, veille sur la nappe. - Assurance et indemnisation adaptées aux grandes cultures et prairies (calendrier, calcul de rendement). - Alléger la charge administrative en période de crise (contrôles PAC, délai de l'aide GNR) et partager les pratiques des fermes témoins.
85	Créer de la ressource en eau et protéger les prairies	- Réserves et retenues : curage d'étangs, citernes souples, puits, réserves de substitution connectées et gérées équitablement entre usagers. - Fourrages : aide au transport, bornage des prix, mise à disposition de friches ou parcelles pour l'herbe. - Assurance prairies ; souplesse MAEC/PAC sur l'assolement et tolérance des organismes certificateurs (rentrée précoce des animaux).

6. Six demandes transversales à porter auprès de l'État et des collectivités

- Un fonds d'urgence lisible et rapide : fourrage et transport, report ou allègement des cotisations MSA, avances de trésorerie (56 % des fermes demandent une aide financière).
- Une politique de l'eau tournée vers le stockage : démarches simplifiées pour les réserves d'hiver, arrêtés sécheresse avec dérogations pour les cultures alimentaires, accompagnement à la régularisation des forages.
- Des investissements accessibles aux petites fermes : irrigation localisée, automatisation, ombrage, ventilation (le budget est cité par 61 % des fermes au matériel insuffisant).
- Une indemnisation qui suit les cycles : maraîchage à cheval sur deux années civiles, jeunes plantations sans référence de chiffre d'affaires, assurance prairies adaptée.
- De la souplesse administrative en crise : contrôles PAC et MSA décalés, dérogation d'achat de fourrage non bio en 2027, tolérance des organismes certificateurs.
- Un volet humain assumé : rappels, entraide entre pairs, remplacement (24 % expriment un besoin moral, 10 fermes demandent un rappel).